

Les crédits

En l'an 2000, il y aura d'autres négociations au niveau du GATT. En vertu des dispositions tarifaires actuelles, les producteurs des secteurs soumis à la gestion de l'offre sont bien protégés. Par suite des négociations du GATT vers l'an 2000, les droits de douane diminueront rapidement et les producteurs laitiers américains et d'autres agriculteurs soumis à la gestion de l'offre auront davantage accès aux marchés canadiens.

Cependant, il se tiendra d'autres négociations plus pressantes qui auront pour effet d'exposer le secteur soumis à la gestion de l'offre à une plus grande concurrence. Il s'agit des nouvelles négociations de l'ALENA. Bill Clinton et Jean Chrétien ont annoncé que le Chili fera partie de l'ALENA d'ici quatre ans. Il y aura donc d'autres négociations dans le cadre de l'ALENA d'ici quatre ans.

Je voudrais demander aux députés du Bloc s'ils estiment qu'il y a une probabilité réaliste, une probabilité de plus de 50 p. 100 que ces nouvelles négociations de l'ALENA n'incluront pas un accès accru au marché canadien pour les agriculteurs américains soumis à la gestion de l'offre. Je crois que la réponse est non. Il est certain qu'ils auront un accès accru au marché canadien.

Je ne pense pas que les Américains signeront un nouvel accord qui comprendra le Chili à moins qu'ils obtiennent un accès accru aux marchés canadiens. Je ne dis pas que c'est ce que je veux. Je dis simplement ce qui va arriver, à mon avis. Il y a une très forte probabilité que c'est ce qui va arriver.

Tout politicien qui prétend que cela ne va pas arriver prive en fait les agriculteurs intéressés d'une période de transition dont ils ont désespérément besoin pour faire face à cette situation très difficile. Les agriculteurs soumis à la gestion de l'offre vont en effet avoir beaucoup de difficulté.

Au lieu de prendre une journée à la Chambre pour débattre de l'iniquité relative des réductions pour l'Est ou l'Ouest, le Québec ou le reste du Canada, il serait beaucoup plus productif de discuter des moyens à prendre pour aider les producteurs soumis à la gestion de l'offre, si cela est possible, à faire la transition vers un marché plus concurrentiel.

C'est une question qui est trop importante pour que la Chambre n'en parle pas. Dans l'avenir, j'ai hâte que le Bloc utilise une journée consacrée à l'opposition pour traiter de cette question. J'estime que ce serait bien plus utile pour les producteurs laitiers et autres agriculteurs soumis à la gestion de l'offre.

[Français]

M. Paul Crête (Kamouraska—Rivière-du-Loup, BQ): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt le discours de mon collègue qui souhaite que, la prochaine fois, le Bloc fasse une journée sur l'agriculture qui portera sur certains autres aspects. Nous, du Bloc, on a la prétention d'être le parti d'opposition qui a amené le sujet de l'agriculture deux fois depuis un an lors d'une journée de l'opposition. Si le Parti réformiste veut le faire, il peut lui aussi consacrer ses journées d'opposition à ce sujet.

Je pense qu'on pourrait s'entendre et se rejoindre sur le phénomène suivant. Dans les budgets des dépenses pour l'année 1995-1996, on prévoit une diminution d'effectifs de 429 emplois au ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au niveau des activités de recherche et de développement. Les ressources humaines passeront de 3 454 à 3 015 personnes.

• (1135)

On sait que les emplois en recherche et développement sont des emplois qui préparent l'avenir, mais ils sont aussi des emplois d'avenir, parce qu'on retrouve là des gens qui ont soit une formation universitaire, soit une formation technique, soit une formation plus pratique, mais qui aident une industrie à se développer, à prendre sa place dans l'avenir.

J'aimerais savoir du député du Parti réformiste s'il partage mon opinion, qui est celle aussi de la Fédération canadienne du mouton. Cette dernière dit que le gouvernement du Canada abandonne sans raison une production en plein développement, parce que le Canada a décidé d'enlever le tapis sous les pieds des producteurs de moutons, en abolissant toute intervention en recherche et développement dans cette industrie, dans l'industrie ovine, de telle façon qu'on se retrouve avec une production qui, dans la compétition mondiale actuelle, avec la globalisation des marchés, ne bénéficie plus d'aucun soutien, en termes de développement et d'amélioration de ses produits.

Est-ce que le député du Parti réformiste trouve que cette économie de bouts de chandelles du ministère de l'Agriculture est un bon choix? Ne serait-il pas préférable de ne pas couper les dépenses en recherche et développement et à tout le moins laisser ces outils au Québec et aux autres provinces, afin qu'elles puissent développer leur agriculture, plutôt que de se retirer du domaine après X années d'encouragement et dire à un secteur entier de production agricole qu'il n'aura plus l'appui du gouvernement fédéral? Cela ne paraît-il pas être une décision inacceptable et est-ce que le Bloc n'a pas raison d'amener ce sujet en Chambre?

[Traduction]

M. Benoit: Monsieur le Président, j'ai également reçu la lettre des producteurs ovins qui disent s'inquiéter de la réduction du budget de la recherche dans leur industrie. J'ai reçu cette lettre hier et j'ai hâte de consulter les producteurs pour savoir précisément ce qui arrive à la recherche dans leur secteur d'activité.

Quant à ce que disait le député, à savoir que les réductions ne sont pas acceptables, les impératifs budgétaires les ont rendues nécessaires. La plupart des agriculteurs avec lesquels je me suis entretenu ont reconnu, quoique à contrecœur, que les réductions qui frappent leur industrie sont injustes, mais indispensables si nous voulons régler notre grave situation financière. Je répète cependant que les réductions directes n'ont pas été réparties équitablement entre les agriculteurs et le ministère. Elles ne l'ont pas davantage été à la grandeur du pays.

Les agriculteurs déplorent surtout que les compressions budgétaires ne vont pas assez loin et qu'aucune échéance n'a été fixée pour l'élimination du déficit. Voyons quelles pourront être les conséquences pour les agriculteurs. J'ai trouvé très préoccu-